

CH_VB 92.401 vom 14. Juni 1993

Bundesverwaltung, 1993-06-14, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_92.401

FR: CH_VB 92.401 du 14 juin 1993

IT: CH_VB 92.401 del 14 giugno 1993

Erwägungen

E. 14

Juni 1993 N 1181 Parlamentarische Initiativen. Betäubungsmittelgesetz Drogenfachleute weisen schon seit langem darauf hin, dass Drogensüchtige nicht in den Strafvollzug gehören. Auch die Eidgenössische Betäubungsmittelkommission be- antragt in ihrem Bericht von 1989 (Ziff. 4.4.2), «zu prüfen, ob für denjenigen Täter, der ausschliesslich zur Bestreitung seiner schweren Sucht Handel treibt, ein niedrigerer Strafrahmen be- reitgestellt werden kann. Damit liesse sich dem unterschiedli- chen Unrechtsgehalt und der suchtbedingten starken Beein- trächtigung der Fähigkeit, vernunftgemäss zu handeln, besser Rechnung tragen, als dies mit der heutigen Regelung möglich ist. » 2. Argumente gegen die Initiative Das geltende Gesetz ist elastisch genug. Auch im Falle einer Verurteilung nach Artikel 19 BetmG kann das Gericht ein ge- ringeres Strafmass anwenden oder eine Therapie verfügen, in- dem es gemäss Artikel 11 oder Artikel 44 des Strafgesetzbu- ches dem Verurteilten verminderte Zurechnungsfähigkeit zu- billigt Das Bundesgericht will in der Rechtsprechung eine Unter- scheidung zwischen Handel und Konsum von Drogen vorneh- men. Eine solche Unterscheidung ist auch in der Praxis durch- führbar. Hingegen dürfte es schwierig bis unmöglich sein, eine klare Trennlinie zwischen Handel aus Gewinnstreben und Handel zur Finanzierung von Eigenkonsum zu ziehen. Auch wenn mit der Initiative primär eine Entkriminalisierung der an Drogensucht Erkrankten angestrebt wird, handelt es sich dabei letztlich doch um eine Erleichterung und Teillegali- sierung des Handels mit harten Drogen. Hängige Vorstösse: -90.411 Motion Bühler Simeon. Koordinierte Drogenpolitik - Ad 87.232 Motion der Kommission für Gesundheit und Um- welt. Betäubungsmittelgesetz. Revision Der Bundesrat wird beauftragt, dem Parlament eine Revision des Betäubungsmittelgesetzes und allenfalls weitere gesetzli- che Massnahmen im Bereich der Drogenbekämpfung rasch- möglichst zu unterbreiten. - 92.3116 Postulat Onken. Revision des Betäubungsmittelge- setzes - 92.3265 Postulat Morniroli. CH-Drogenkonzept -92.441 n Parlamentarische Initiative der grünen Fraktion. Re- vision des Betäubungsmittelgesetzes (Bericht der vorberatenden Kommission liegt vor) -92.452 n Parlamentarische Initiative Bischof. Bekämpfung des Drogenkonsums. Verfassungsgrundlage - 92.312 s Standesinitiative Solothurn. Legalisierung des Dro- genkonsums und Betäubungsmittelmonopol Angemeldete Volksinitiativen: -Jugend ohne Drogen (Ablauf der Sammelfrist: 15. Juni 1994) - Für eine vernünftige Drogenpolitik (Ablauf der Sammelfrist:

E. 18

novembre 1992. Loi en vigueur: L'article 19a chiffre 1 de la loi en vigueur sur les stupéfiants est libellé comme suit: «1. Celui qui, sans droit, aura consommé intentionnellement des stupéfiants ou celui qui aura commis une infraction à l'article 19 pour assurer sa propre consomma- tion est passible des arrêts ou de l'amende.» Pratique du

Tribunal fédéral: Le texte de loi en vigueur autoriserait déjà, selon le principe d'opportunité, une distinction entre les trafiquants, qui agissent uniquement dans un but lucratif, et les revendeurs dépendants qui se livrent à un petit commerce pour financer leur propre consommation. Cette interprétation correspond même explicitement à l'intention du législateur telle qu'il l'a exprimée lors de la révision partielle de la loi fédérale sur les stupéfiants de 1975. La pratique judiciaire du Tribunal fédéral n'autorise toutefois pas une interprétation dans ce sens, dans la mesure où celui-ci différencie clairement entre commerce et consommation et considère en outre le commerce d'héroïne à partir de 12 grammes (selon une procédure additive) comme un cas grave.

Délibérations au sein de la commission:

1. Argumentation des partisans de l'initiative La présente initiative vise à ce que le toxicomane qui se livre au commerce uniquement pour financer sa propre consommation de drogue soit moins sévèrement réprimé qu'un trafiquant qui agit dans un but lucratif. L'initiative ne demande pas une libéralisation de la législation en matière de stupéfiants, elle entend seulement, par le biais d'une modification de l'article 19a, respecter a posteriori la volonté du législateur exprimée clairement à l'occasion de la révision partielle de la LStup de 1975. Une grande partie des toxicomanes financent leur propre consommation par un petit commerce de stupéfiants, les solutions alternatives à cette pratique étant la prostitution, ou la criminalité (cambriolages, vols à l'arraché, etc.). Le Tribunal fédéral ne privilégie, conformément à l'article 19a, que les actes à caractère purement préparatoire en vue d'une consommation personnelle. Ce privilège échappe déjà aux toxicomanes se livrant au commerce afin de couvrir directement leurs propres besoins. C'est ainsi que l'article 19a chiffre 1, ne décharge que les personnes dépendantes en mesure de financer leur consommation par leurs propres moyens. De plus, la pratique judiciaire du Tribunal fédéral tend à considérer en principe comme un cas grave le commerce de plus de 12 grammes d'héroïne, en appliquant une procédure additive. 12 grammes d'héroïne peuvent également, en l'espace de quelques jours, passer entre les mains d'un petit trafiquant, en particulier comme ici, lorsqu'il ne s'agit pas d'héroïne pure, mais de la substance coupée répandue sur le marché, qui ne contient en général que 10 à 20 pour cent d'héroïne pure. Les petits trafiquants en état de dépendance appréhendés par la justice doivent être condamnés à une peine minimale d'une année d'emprisonnement. Les prisons regorgent de toxicomanes malgré le fait qu'elles ne disposent d'aucune infrastructure pour le traitement et la réinsertion de ceux-ci. La consommation de drogue se poursuit pendant l'accomplissement de la peine, ce qui entraîne souvent aussi une consommation de drogue chez les détenus non dépendants à l'origine. Les spécialistes affirment depuis longtemps que la place des toxicomanes n'est pas dans le système pénitentiaire. La Commission fédérale des stupéfiants demande, dans son rapport de 1989 (ch. 4.4.2) qu'«on étudie la possibilité de prévoir des peines moins lourdes pour les délinquants qui se livrent au trafic uniquement dans le but de satisfaire leur grave dépendance. Cela permettrait de mieux prendre en compte qu'on ne peut le faire avec la réglementation actuelle le degré de culpabilité et la diminution considérable de la capacité d'agir de façon responsable qu'entraîné la dépendance».
2. Arguments contre l'initiative La loi en vigueur est suffisamment souple. Dans le cas d'une condamnation en vertu de l'article 19 LStup, le tribunal peut prononcer une peine moins lourde ou ordonner une thérapie, reconnaissant ainsi au condamné, conformément à l'article 11 ou à l'article 44 du Code pénal, une responsabilité limitée. Le Tribunal fédéral désire introduire une différenciation entre commerce et consommation de drogues dans la jurisprudence. Une telle distinction est également applicable dans la pratique judiciaire. Par contre, il s'avère difficile sinon

impossible de délimiter clairement entre commerce à but purement lucratif et commerce en vue du financement d'une consommation personnelle. Même si l'initiative vise avant tout à une décriminalisation de personnes victimes de la dépendance, elle demande malgré

Initiatives parlementaires. Loi sur les stupéfiants 1182 N 14 juin 1993 tout une dépenalisation et une légalisation partielle du trafic des drogues dures. Interventions pendantes: -90.411 Motion Bühler Simeon. Politique coordonnée de la drogue - Ad 87.232 Motion de la Commission de la santé publique et de l'environnement Loi sur les stupéfiants. Révision Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au plus vite au Parlement une révision de la loi sur les stupéfiants et au besoin d'autres mesures légales dans le domaine de la lutte contre la drogue. - 92.3116 Postulat Onken. Révision de la loi sur les stupéfiants - 92.3265 Postulat Morniroli. Lutte contre la drogue. Définition d'un concept - 92.441 n Initiative parlementaire du groupe écologiste. Stupéfiants. Révision de la loi (le rapport à ce sujet de la commission chargée de l'examen préalable de l'objet) -92.452 n Initiative parlementaire Bischof. Lutte contre la consommation de stupéfiants. Base constitutionnelle - 92.312 é Initiative du canton de Soleure. Légalisation de la consommation de drogues et monopole des stupéfiants Initiatives populaires annoncées: - Jeunesse sans drogue (délai pour la récolte des signatures: 15 juin 1994) - Pour une politique de la drogue raisonnable (délai pour la récolte des signatures: 18 novembre 1994) Travaux de l'administration: D'après les informations fournies par les offices compétents, le Conseil fédéral ne voit pour l'heure pas la nécessité de modifier les normes pénales de la loi fédérale sur les stupéfiants. Antrag der Kommission Die Kommission beantragt mit 13 zu 9 Stimmen: Mehrheit Der Initiative Folge geben Minderheit (Bortoluzzi, Aubry, Deiss, Jäggi Paul, Philipona, Pidoux, Ry-chen, Scheurer Rémy) Der Initiative keine Folge geben Proposition de la commission La commission propose, par 13 voix contre 9: Majorité Donner suite à l'initiative Minorité (Bortoluzzi, Aubry, Deiss, Jäggi Paul, Philipona, Pidoux, Ry-chen, Scheurer Rémy) Ne pas donner suite à l'initiative #ST# 92.441 Parlamentarische Initiative (grüne Fraktion) Revision des Betäubungsmittelgesetzes Initiative parlementaire (groupe écologiste) Stupéfiants. Revision de la loi Kategorie III, Art 68 GRN - Catégorie III, art 68 RCN Wortlaut der Initiative vom 9. Oktober 1992 Das Betäubungsmittelgesetz und eventuelle weitere Gesetze sind dahin gehend zu ändern, dass: 1. Erwerb und Besitz von Betäubungsmitteln zum Eigenkonsum straffrei sind; 2. jeder Umgang mit Hanfkraut zulässig ist; 3. die Abgabe von sogenannt harten Drogen an süchtige Personen durch die Kantone zulässig ist; die Rahmenbedingungen werden durch Bund und Kantone festgelegt; 4. Prävention und Ausstiegshilfen verstärkt werden. Texte ofe l'initiative du 9 octobre 1992 La loi fédérale sur les stupéfiants et, le cas échéant, d'autres lois seront modifiées de sorte: 1. qu'acquérir ou posséder des stupéfiants pour sa consommation personnelle ne soit plus un délit; 2. que la culture, la transformation, le commerce et la consommation de chanvre ne soient plus interdits; 3. que la distribution de drogues dites dures aux toxicomanes par les cantons soit autorisée, les conditions étant fixées par la Confédération et les cantons; 4. que la prévention et les moyens visant à encourager le sevrage soient renforcés. Sprecherin - Porte-parole: Hollenstein Frau Segmüller unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht: Gestützt auf Artikel 21ter des Geschäftsverkehrsgesetzes unterbreiten wir Ihnen den Bericht der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit über die am 9. Oktober 1992 von der grünen Fraktion eingereichte parlamentarische Initiative. Die Kommission hörte am 8. Januar 1993 die Sprecherin der Initianten an. Beratungen in der Kommission: 1. Argumentation der Befürworter Die Politik der Prohibition ist gescheitert. Trotz einem aufwendigen

Repressionsapparat hat sich ein Schwarzmarkt gebildet, auf dem die Drogenmafia Milliardenumsätze tätigt. Die überhöhten Schwarzmarktpreise können von den Süchtigen nicht mehr mit Einkünften aus Lohnarbeit bezahlt werden. Die Folge davon ist eine zunehmende Ausgrenzung der Drogen-süchtigen, welche sich den Konsum nur noch mit Prostitution oder kriminellen Handlungen finanzieren können. Die drogenfreie Gesellschaft ist eine Illusion. Der Staat soll daher Massnahmen treffen, die einen risikoarmen Suchtmittel-konsum ermöglichen und den Süchtigen Hilfe anbieten, wo sie darum ersuchen. Die Initiative will nicht eine Liberalisierung im Sinne einer Freigabe aller Drogen erreichen, sondern eine Entkriminalisierung und Legalisierung des Drogenkonsums. Produktion, Vertrieb und Verkauf der Drogen sollen staatlich geregelt und kontrolliert werden. Vorteile einer Legalisierung: - weniger Beschaffungskriminalität: tiefere Preise entschärfen die Situation für die Suchtkranken - Polizei und Justiz werden entlastet; - das organisierte Verbrechen verliert eine seiner wichtigsten Einnahmequellen, wenn Produktion und Vertrieb durch legale Institutionen übernommen werden; - gesundheitspolitisch: Krankheitsrisiken können gesenkt werden (Übertragung von HIV, Hepatitis); - die Voraussetzungen für eine Integration der Drogensüchtigen in die Gesellschaft werden erheblich verbessert; - dank Besteuerung der Suchtmittel sind finanzielle Mittel vorhanden für eine bessere Prävention.

2. Argumente gegen die Initiative - Eine Drogenpolitik nach den Vorgaben dieser Initiative würde die Schweiz weltweit isolieren. Bis heute praktiziert kein Land eine solche Drogenpolitik, welche auch klar im Widerspruch zu Berichten und Uebereinkommen der Uno im Bereich der Drogenbekämpfung steht (Die Befürworter der Initiative halten dem entgegen, dass sich z. B. die internationale Städtekonferenz mit 58 Städten aus 35 Ländern engagiert für eine Aufhebung der Drogenprohibition einsetzt) - Die Legalisierung würde nicht ohne Einfluss auf das Konsumvolumen bleiben - nicht zuletzt auch wegen der tieferen Preise. - Die Gefahr besteht, dass bei einer Legalisierung der Drogen die Zahl der Süchtigen zunimmt.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Parlamentarische Initiative (Tschäppät Alexander) Betäubungsmittelgesetz. Revision von Artikel 19a Ziffer 1 Initiative parlementaire (Tschäppät Alexander) Loi sur les stupéfiants. Révision de l'article 19a chiffre 1 In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1993 Année Anno Band III Volume Volume Session Sommersession Session Session d'été Sessione Sessione estiva Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 10 Séance Seduta Geschäftsnummer 92.401 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 14.06.1993 - 14:30 Date Data Seite 1180-1182 Page Pagina Ref. No

E. 20

022 829 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.